



Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Distr. générale
10 mai 2012
Français
Original: anglais

Treizième session

Doha (Qatar)
21-26 avril 2012

Vingt ans de libéralisation en Inde: Expériences et enseignements

Réunion spéciale de haut niveau à l'occasion de la treizième session de la Conférence

Tenue au Centre national des congrès du Qatar, à Doha, le 24 avril 2012

Résumé établi par le secrétariat de la CNUCED

1. Une publication conjointe de la CNUCED et du Centre for WTO Studies, intitulée *Twenty years of India's Liberalization: Experiences and lessons*, répondant au besoin des pays en développement de partager leur expérience en matière de libéralisation, a été officiellement présentée à l'occasion de la treizième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, à Doha. Les intervenants étaient: M. Richard Kozul-Wright, chef du Groupe de la coopération et de l'intégration économiques entre pays en développement de la CNUCED; M. Amar Sinha, Vice-Secrétaire, Ministère du commerce et de l'industrie (Inde); M. Jayant Dasgupta, Ambassadeur et Représentant permanent de l'Inde auprès de l'Organisation mondiale du commerce; et M. Martin Khor, Directeur exécutif du Centre Sud.
2. L'Inde constituait, depuis deux décennies, un cas exemplaire de réussite. Avec une croissance économique parmi les plus fortes au monde, le pays avait été confronté à de nombreux défis communs à la plupart des pays en développement: vaste pauvreté, chômage élevé et inégalités croissantes de revenus. En dépit de ces problèmes persistants, l'Inde avait enregistré un taux annuel moyen de croissance économique de 8 % au cours de la dernière décennie. Un des aspects les plus frappants de la libéralisation en Inde avait été la libéralisation prudente et mesurée du secteur financier, à la différence des approches globales et précipitées adoptées par de nombreux autres pays en développement. La libéralisation financière en Inde avait été considérée non pas comme une fin en soi, mais comme un moyen de faciliter et de promouvoir un environnement économique compétitif, en veillant à ne pas établir de dépendance forte à l'égard des marchés financiers mondiaux.
3. Les auteurs de la publication avaient évalué l'impact des réformes dans le secteur manufacturier et estimé que la libéralisation tarifaire et la promotion des exportations avaient joué un rôle important dans la croissance de ce secteur, passée de 5 % dans les années 1980 et 1990 à 8 % dans les années 2000. Cela avait permis d'atténuer les

contraintes concernant les importations observées durant les dix dernières années et donc facilité l'accès des exportateurs à des intrants et autres produits intermédiaires à des prix compétitifs sur le marché mondial. Toutefois, la contribution de la demande intérieure à la croissance du secteur ne pouvait être ignorée, le revenu par habitant en Inde ayant, pour la première fois, progressé à un rythme de plus de 5 % par an.

4. L'Inde avait suivi une politique commerciale souple dans le secteur de l'agriculture, qui avait permis de réagir rapidement à l'évolution des conditions mondiales. Le principe directeur de l'ouverture commerciale avait été de laisser les prix intérieurs suivre l'évolution des prix mondiaux, tout en protégeant l'économie contre de brutales fluctuations. Un important enseignement de cette expérience était que les forces du marché ne pouvaient assurer une protection contre des chocs mondiaux tels que les crises alimentaires et financières. Une intervention et une régulation publiques étaient donc indispensables pour protéger l'économie intérieure et les groupes vulnérables. La libéralisation en Inde des secteurs agricole, manufacturier et financier avait été progressive, maîtrisée et adaptée aux besoins de l'économie. L'État s'était attaché à utiliser les marchés pour atteindre des objectifs non seulement commerciaux, mais aussi sociaux. Cette approche prudente de la libéralisation lui avait procuré une marge d'action suffisante pour poursuivre une libéralisation au service du développement.

5. Les envois de fonds contribuaient certes beaucoup à freiner le déficit commercial croissant de l'Inde, mais ils étaient loin d'être suffisants. L'augmentation constante de ce déficit commercial, en Inde comme dans d'autres pays en développement, ne laissait pas d'être inquiétante. Face à l'aggravation des déficits, de l'inflation et des écarts de revenus, les politiques devaient viser à une croissance équitable en ciblant la création d'emplois. Pour autant, le secteur des services en Inde, présenté comme porteur de croissance, n'avait pu absorber l'augmentation de la population active et le secteur agricole restait prédominant, avec 58 % des emplois. L'un des principaux objectifs était désormais de promouvoir une croissance durable dans le secteur manufacturier. À cet égard, l'Inde adopterait prochainement une nouvelle politique manufacturière qui contribuerait à la création d'emplois.

6. De nombreux participants ont estimé que la CNUCED devrait conduire des travaux plus approfondis sur le secteur des services en Inde et sur l'expérience d'autres pays en développement. L'Inde avait, de façon autonome, pris d'importantes mesures de libéralisation, en particulier dans ce secteur, mais n'en avait retiré aucune reconnaissance dans les négociations multilatérales. L'expérience de l'Inde en matière de libéralisation du secteur des services, en particulier des services logiciels, a suscité un certain intérêt, s'agissant notamment de savoir dans quelle mesure la signature de l'Accord sur les technologies de l'information avait contribué à la croissance du secteur indien des services logiciels et des services liés aux produits des technologies de l'information. Étant donné l'ampleur du marché des technologies de l'information, l'Inde avait peut-être manqué, en raison de cet accord, une occasion de développer son industrie du matériel informatique.

7. Les participants ont débattu de l'importance des liens avec les chaînes mondiales et régionales d'approvisionnement, notamment des situations où les entreprises étaient confrontées en même temps à une hausse de la part de leurs facteurs de production importés et à une baisse de la création de valeur ajoutée. Un intervenant a déclaré que l'impasse du Cycle de Doha avait été l'occasion pour certains pays, comme l'Afrique du Sud, de revoir leurs politiques tarifaires. La croissance de l'industrie pharmaceutique en Inde était menacée par l'application des règles internationales, et il était donc urgent de revoir la réglementation intérieure afin de déterminer quelle marge de manœuvre celle-ci pourrait donner aux industries de produits génériques pour proposer de nouveaux médicaments.

8. Les participants ont également débattu de la libéralisation progressive et mesurée du secteur bancaire indien, ainsi que de l'amélioration de la productivité et de l'efficacité des banques indiennes sous l'effet de la concurrence des banques étrangères. Il a été reconnu que l'approche conservatrice de l'Inde en la matière avait été bénéfique. Enfin, des travaux de recherche supplémentaires devaient être réalisés eu égard au ralentissement économique mondial, à l'impasse du Cycle de Doha et au nombre croissant d'accords de libre-échange signés par les pays en développement.
